

CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

La droite confisque

La social-démocratie scandinave est souvent montrée en exemple dans les congrès du Parti Socialiste. Dans ces démocraties comme la Suède, l'opposition dispose d'un statut.

Aux responsabilités, la droite confisque le pouvoir tandis que la gauche fait vivre la démocratie. La formule est sans doute trop manichéenne mais contient tout de même une part de vérité.

Il suffit d'effectuer un tour d'horizon des installations des conseils municipaux pour s'en convaincre.

Plouigneau constitue l'un des cas les plus flagrants. "Les débuts de mandats de Joseph Urien se suivent et se ressemblent : 2001, 2008, mêmes méthodes !", estime Jacques Normand, tête de liste socialiste. Comme en 2001,

le maire pratique une démocratie locale "sélective" !

Craignant sans doute de donner quelque moyen d'action au groupe majoritaire dans l'opposition, Joseph Urien a, une nouvelle fois, refusé que ce soit l'opposition qui désigne en son sein son conseiller communautaire titulaire à "Morlaix-Communauté".

Le groupe de droite a donc apporté massivement ses voix au candidat de la liste "antilibérale" pour faire barrage à l'élection de Jacques Normand à la Communauté d'agglomération. Or, les résultats des dernières élections municipales furent les suivants : 51,64 % pour la liste Urien, 30,31 % pour celle menée par Jacques Normand et 18,05 % pour l'autre liste de gauche.

A Saint-Pol-de-Léon aussi, la droite a tenté de diviser

SUITE PAGE 2

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 17/04/2008



**PRESSE
URGENTE**

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

Un organisme superfétatoire

Patricia Adam, députée du Finistère, et Didier Boulaud, sénateur de la Nièvre, ont démissionné de la Commission du Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale, le 8 avril, quelques heures avant le débat sur la motion de censure déposée par les députés socialistes pour dénoncer l'alignement de la France sur les États-Unis.

"Depuis août 2007, j'ai participé activement aux différentes réunions de cette Commission à laquelle j'ai personnellement attaché une grande importance.

Toutefois, il m'est désormais impossible de continuer à travailler au sein d'une Commission devenue, au fil des annonces et des décisions du président de la République, un organisme superfétatoire

pour ne pas dire une simple chambre d'enregistrement.

En effet, cette Commission devait proposer une "stratégie globale de défense et de sécurité nationale" servant de base à "une réforme de l'État", à partir d'une "réflexion menée sans tabou" ; or, depuis quelques semaines, les annonces publiques se succèdent, confirmant le changement de la politique étrangère et de défense de notre pays dans un sens plus "atlantiste", engageant une véritable remise en cause de la présence et de l'insertion de nos armées au sein de nos territoires.

Cela est fait en dehors des réflexions et des travaux de la Commission du Livre blanc de la défense et

SUITE PAGE 2



Patricia Adam

EN CLAIR !

Monde affamé.

La crise alimentaire se déroule sous nos yeux : de la Mauritanie au Cameroun, du Burkina Faso à l'Éthiopie, d'Égypte en Haïti, toujours les mêmes causes qui poussent les populations à bout : les denrées pour vivre ou survivre ont un coût trop élevé. En dix mois, 55 % de hausse ! Et les économistes estiment que la flambée des cours des céréales n'est pas près de s'arrêter ! Les causes sont connues : le prix du pétrole entraîne un fret toujours plus cher, la spéculation sur les produits alimentaires bat son plein, le réchauffement climatique a bouleversé les cycles de récoltes dans certains pays. Sans compter la baisse de l'aide au développement que versaient les pays riches. A l'urgence de la situation, il faut une réponse prompt, la France doit y prendre toute sa part. Souhaitons qu'elle ne mégote pas.

La droite confisque (suite)

Aux responsabilités, la droite confisque le pouvoir tandis que la gauche fait vivre la démocratie

*** l'opposition. Mais là, le représentant de la deuxième liste de gauche a refusé d'être élu avec les voix de la majorité de droite.

A Landivisiau, 45 % des électeurs ont voté pour la liste menée par Marguerite Bléas. Pourtant, au moment de la mise en place des commissions municipales, l'opposition fut largement sous-représentée : dans une lettre ouverte au maire, le chef de file de l'opposition a dénoncé



Marguerite Bléas : 45 % à Landivisiau

ces méthodes, chiffres à l'appui, "Nous ne sommes représentés que dans 15 instances sur 38. 14 instances sur 38 ne comportent qu'un seul représentant, vous vous l'attribuez systématiquement.

Dans 8 instances vous vous attribuez plusieurs postes, vous ne nous en donnez aucun.

Dans 8 instances vous êtes très bien représentés, vous ne nous attribuez qu'un seul poste.

Dès lors que vous nous attribuez une représentation, elle se limite à un seul poste, en sachant que dans 10 instances nous n'avons aucun poste de remplaçant, ce qui fait qu'en cas d'empêchement majeur nous ne sommes plus représentés.

En définitive nous sommes sous-représentés."

Et pourtant, au cours de son premier discours, le maire de Landivisiau a fait référence six fois à la démocratie.

Les élus de gauche, notamment ceux qui viennent d'être élus pour la première fois, en revanche, ne se contentent pas de discours. Ils agissent et donnent aux

minorités les moyens d'agir. "Nous avons été de longues années dans l'opposition", explique Alain Queffelec. "Nous savons ce que ça signifie et c'est pour cette raison que j'ai bien insisté, dans mon premier discours, sur le respect des minorités". Tous les conseillers municipaux recevront les comptes rendus des bureaux municipaux et auront accès aux dossiers. Les groupes disposeront d'un local et de matériel informatique. En outre, ce qui est très rare, tous les élus percevront une indemnité. "Même dans l'opposition, nous savons que les conseillers municipaux ont des frais", explique le nouveau maire de Guipavas.

A Lannilis et Clohars-Carnoët aussi, la gauche fut très longtemps minoritaire. "Les élus de l'opposition sont présents dans toutes les commissions", précise le nouveau maire de Lannilis, Claude Guiavarc'h. "Elle aura un représentant à la Communauté de commune. Par rapport à la situation précédente, la majorité a innové sur deux points : d'une part, alors que les élus de gauche ne disposaient d'un local qu'en dehors des heures d'ouverture de la mairie, ceux de la droite disposeront, dès que possible, d'un bureau permanent. D'autre part, ils disposeront d'une représentation au Conseil d'administration de la maison de retraite".

"A Clohars-Carnoët, nous n'avons rien durant le mandat précédent", précise Anne Maréchal, première adjointe au maire, Jacques Juloux. "Nous avons décidé de mettre à leur disposition un bureau dans la mairie, avec une ligne téléphonique, et de leur permettre d'avoir accès aux salles de réunion municipales".



Toute la liste de Jacqueline Donval élue

Un organisme superfétatoire (suite)



2 % du PIB pour la défense ?

*** de la sécurité nationale, voire même à leur détriment.

Dans la lettre de mission adressée à Monsieur Jean Claude Mallet, président de la Commission du Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale, Nicolas Sarkozy demandait que sa réflexion s'inscrive "dans une démarche visant à maintenir et à conforter un effort de défense d'environ 2 % du PIB". Or, aujourd'hui, le gouvernement reconnaît que "les caisses sont vides" et qu'il faudra ainsi payer la catastrophique facture laissée par l'action du gouvernement précédent en matière de défense et de sécurité. En conséquence, l'austérité, la rigueur, seront les véritables maîtres d'œuvre de la politique de défense de la France et les coupes sombres prévues par la "révision générale des politiques

Les décisions sont prises hors de la Commission

publiques" deviennent le cadre imposé, le carcan, de toute réflexion stratégique. Je ne puis accepter que les travaux de cette Commission soient contournés, obérés, par des déci-

sions qui les conditionnent fortement : réforme en cours des services de renseignement, création d'une base navale française permanente à Abu Dhabi, envoi de renforts en Afghanistan, retour dans le commandement intégré de l'Otan, rattachement de la gendarmerie au ministère de l'Intérieur, modification considérable des implantations territoriales des unités sans concertation avec les élus...

Je ne puis accepter, en tant que parlementaire, que la Commission du Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale serve de simple chambre d'enregistrement des volontés d'un pouvoir exécutif désireux, lui, de faire avaliser des décisions politiques préétablies."

Le Livre blanc devait à l'origine être rendu public au mois de mars. Le mois de mai est désormais évoqué, sans certitude car avec un président de la République si imprévisible...

Patricia Adam, Députée du Finistère

Saint-Renan : un canton exigeant

Élu premier conseiller général socialiste du canton de Saint-Renan avec 52,03 %, le 16 mars, Didier Le Gac ressent le même enthousiasme qu'il avait connu en 2001 lorsqu'il fut, pour la première fois, élu maire de Lampaul-Plouarzel.

"Je connais bien ce territoire et les habitants des 12 communes qui le composent", souligne le nouvel élu. "J'y suis né, j'y vis et j'ai noué des relations de confiance avec les élus et le monde associatif".

Les électeurs l'ont bien senti. Ils ont voulu favoriser le renouvellement et soutenir l'action de Pierre Maille et de sa majorité. *"Les électeurs se retrouvent bien dans cette volonté de garantir la cohésion sociale, fermement. En élisant le candidat socialiste, ils ont également mis fin à une "tradition" qui, depuis 1970, voulait que le maire de Saint-Renan soit aussi conseiller général. Moi, je serai le relais de la politique départementale dans les 12 communes de ce canton exigeant", promet Didier Le Gac.*



Didier Le Gac à sa première session du Conseil général

Il s'agit en effet d'un résumé du Finistère, à la fois agricole et maritime, rurbain et rural. *"Toutes les politiques départementales sont déclinées ici, de la desserte des îles avec Molène, à la pêche au Conquet en passant par le soutien à l'agriculture par les transports, sans oublier bien sûr l'action sociale et les collègues puisqu'il y en a trois ici".*

Les priorités du nouvel élu ? *"D'abord rencontrer les élus et les acteurs économiques que je sens en attente".*

En outre, Didier Le Gac préside désormais le groupe de gauche au Conseil général. Il participera aux travaux de la commission Finances et évaluation présidée par Roger Mellouët.



La crispation hexagonale

Avec
Vincent Tiberj

Dans *"La crispation hexagonale"* (Plon), Vincent Tiberj revient sur la manière dont Nicolas Sarkozy est parvenu, à contre-courant, à se faire élire.

Cap Finistère : Comment interprétez-vous la victoire des listes de gauche aux municipales un an après l'élection de Nicolas Sarkozy à l'Élysée ? N'est-ce pas paradoxal ?

Vincent Tiberj : Non, ça ne l'est qu'en apparence. Les électeurs sont plutôt cohérents sur le long terme : en 2004, la gauche redevient majoritaire dans le pays pour la première fois depuis 1988 et, en 2008, elle remporte les élections sur le thème du pouvoir d'achat. C'est l'élection présidentielle de 2007 qui constitue une exception, voire une victoire à contre-courant, car toutes les

enquêtes montrent que les Français étaient plutôt proches des propositions de la gauche : 77 % d'entre eux étaient favorables au SMIC à 1 500 euros et seulement 20 % étaient favorables à l'assouplissement des conditions de licenciement en 2007. Nicolas Sarkozy est tout de même parvenu à imposer ses thèmes dans la campagne.

Cap Finistère : Ce que vous appelez sa "formule gagnante" ?

Vincent Tiberj : Oui. Il a neutralisé le terrain économique et social en imposant sa manière de voir les enjeux. Une approche libérale n'aurait pas convaincu les électeurs. En martelant son "travailler plus pour gagner plus", son projet devient plus séduisant. En outre, il a fait intervenir des thèmes plus favorables à la droite que les questions socio-économiques, en particulier l'immigration et l'identité nationale. En 2004, Georges Bush avait réutilisé le même exploit en faisant du

mariage homosexuel un thème central de la campagne présidentielle américaine. Mais je pense que, sur la question de l'immigration, le temps joue contre Sarkozy puisque la tolérance des Français ne cesse de progresser. Chaque nouvelle génération se montre plus ouverte. C'est pour cela que je refuse l'idée d'une droitisation de la France.

Cap Finistère : N'êtes-vous pas trop optimiste ? On peut être jeune et xénophobe.

Vincent Tiberj : Bien sûr, mais j'explique dans mon livre que la France connaît une révolution tranquille. Le sentiment xénophobe ne cesse de décroître. En 1995, 75 % des Français estimaient qu'il y avait trop d'immigrés. En 2007, cette proportion est tombée à 51 %. Si on regarde les tranches d'âge, on constate que 68 % des Français nés dans les années 30 partagent encore cette opinion. Alors que dans la génération née dans les années 80 ils ne sont plus que 42 %. Il existe une vraie dynamique générationnelle en faveur de la gauche.

Rendez-vous

28 avril

A 18 h 30 : Bureau fédéral, au siège de la fédération à Quimper, 26 B, rue Aristide-Briand.

30 avril

A 18 h 30 : Conseil fédéral, au local du Parti Socialiste à Brest, 13, rue de Portzmoguer.

13 mai

Votes en sections pour la liste aux sénatoriales.

29 mai

Votes en sections sur la proposition de nouvelle déclaration de principe du PS.

Jean-Yves Le Drian appelle les régions à se mobiliser

Le 7 avril dernier, le Conseil des ministres du Transport de l'Union Européenne a rejeté deux propositions essentielles du "Paquet Erika 3". Jean-Yves Le Drian, président de la Région Bretagne, a appelé les régions maritimes européennes à se mobiliser pour que la sécurité en mer continue de progresser en Europe.

Après les naufrages de l'Erika en 1999 et du Prestige en 2002, l'Union Européenne a voulu renforcer la protection de l'Europe contre les risques d'accidents et de pollution en adoptant le troisième paquet de mesures en faveur de la sécurité maritime. Les sept mesures qu'il contient s'articulent autour de deux axes, la prévention renforcée des accidents et pollutions et le traitement des suites des accidents.

Elles ont été adoptées par le Parlement européen entre mars et avril 2007.

Les ministres du Transport de l'Union Européenne (UE) n'étaient parvenus à un accord que sur cinq mesures. Lors du Conseil du 7 avril, ils ont écarté les deux dernières propositions, les plus fortes et les plus symboliques. La première oblige les pays à garantir que les navires battant leur pavillon répondent à certaines normes de sécurité ; elle permettrait de garantir que tous les engagements internationaux soient pleinement appliqués par les États membres de l'UE.

La seconde vise à accroître la responsabilité des propriétaires de navire en cas de dommage d'un tiers et d'établir un système d'assurance obligatoire pour s'assurer qu'ils sont financièrement capables de les indemniser en cas d'accident et de pollution.

Le 26 mars dernier, les Régions maritimes européennes, réunies au sein du groupe Aquamarina, sous la Présidence de Jean-Yves Le Drian, avaient réitéré leur soutien au paquet de mesures Erika 3 et avaient déploré l'enlèvement de ce dossier. "Pour des raisons de conflits de compétences entre la Communauté et les États, deux mesures que nous jugions primordiales pour faire progresser la sécurité maritime sont aujourd'hui rejetées", déplorait Jean-Yves Le Drian. "Nous ne pouvons admettre que ces deux propositions soient considérées comme définitivement abandonnées. La présidence Française de l'UE devra relancer les discussions, comme s'y est engagé récemment Monsieur Bussereau, secrétaire d'État chargé des transports".

Jean-Yves Le Drian appelle donc les Régions maritimes européennes à se mobiliser pour faire en sorte que la sécurité maritime continue de progresser en Europe et que le troisième paquet de mesures en faveur de la sécurité maritime ne soit pas amoindri.

Les socialistes bretons à l'honneur

Les actes du colloque consacré aux "Réseaux socialistes dans le Morbihan au XX^e siècle", qui s'est tenu le 30 septembre 2007 à L'Université de Bretagne Sud (Lorient), sont publiés dans un numéro hors série de la recherche socialiste, la revue de l'OURS (Office Universitaire de recherche socialiste), 10 euros.

Commandes à adresser à la fédération : 26 B, rue Aristide-Briand, 29000 Quimper, ou à cap-finistere@wanadoo.fr.

Nouvelles responsabilités des conseillers généraux

Réunis en session, le 10 avril, les conseillers généraux ont procédé à la répartition des responsabilités au sein de la majorité :

Georges Kergonna : chargé des relations sociales avec le personnel départemental.

Yvon Abiven : chargé du logement.

Jean-Paul Glémarec : chargé de l'énergie.

Jean-Paul Le Roux : chargé de la politique territoriale de l'eau.

Jean-Luc Polard : chargé de la politique des déchets.

Richard Ferrand : Vice-Président pour le Pays du Centre-Ouest-Bretagne, chargé de l'insertion.

Annick Le Loch : chargée de la pêche.

Maryvonne Blondin : Vice-Présidente pour le Pays de Cornouaille, chargée de la solidarité internationale.

Daniel Créoff : chargé du sport.

André Le Gac : chargé de la langue bretonne.

Nathalie Sarrabezolles : chargée de la culture.

Réza Salami : chargé de la jeunesse et de l'enseignement supérieur.

Raynald Tanter : chargé du suivi du patrimoine immobilier des collèges.

Annonces légales & judiciaires

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte S.S.P. il a été constitué, en date du 8 Avril 2008, une SARL au capital de 10 000 €, dénommée **SARL APGP**.

Siège social : 14, impasse An Avel c'Houzi - 29100 DOUARNENEZ.

Objet : MAREYAGE ; EXPÉDITION DE POISSONS, CRUSTACÉS, COQUILLAGES, SALAISONS et plus généralement toutes opérations commerciales se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de QUIMPER.

Gérant : Monsieur PONT Gérard, demeurant 14, impasse An Avel c'Houzi - 29100 DOUARNENEZ - nommé pour une durée indéterminée.

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

L'assemblée générale extraordinaire du 15 juillet 2007 de la SARL TY ZICOS, au capital de 17 000 euros, 1 rue Louis-Pidoux, 29200 BREST, RCS Brest 488 322 975, a décidé de transférer le siège social à 1, route de Sizun, 29450 LE TRÉHOU, à compter du 15 avril 2007.

Le gérant : Yann Yvinec.

S'abonner :

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 15 €

Abonnement de soutien :
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :

Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.